

**Rendre du pouvoir d'achat aux Français,  
défendre les entrepreneurs, lutter contre les  
rentes et la spéculation, dégraisser l'État.**

# **CONTRE BUDGET**

**DU GROUPE RASSEMBLEMENT NATIONAL**

# **NOS PROPOSITIONS**

## BILAN BUDGÉTAIRE DES AMENDEMENTS RN AU PLF POUR 2025

	En Mds€	Positionnement
<b>Mesures impactant les ménages</b>		<b>-22,8</b>
<i>Mesures fiscales</i>		
Instaurer une part fiscale pleine dès le deuxième enfant	-3	Partie I
Remplacer l'IFI par l'IFF	3	Partie I
Baisser à 65 ans pour l'application de la demie-part fiscale pour les veuves et veufs d'anciens combattants	-0,05	Partie I
Restaurer l'exit tax	0,1	Partie I
Taxer les super dividendes	0,75	Partie I
<i>Mesures pouvoir d'achat</i>		
Supprimer la désindexation des retraites durant 6 mois	-3,6	PLFSS
Supprimer la hausse de la TVA sur les chaudières	-0,2	Partie I
Baisser la TVA sur l'énergie (12 Mds€ auquel se déduit 2Mds€ de retour de TVA sur cette mesure pouvoir d'achat)	-10	Partie I
Réformer l'octroi de mer	-0,5	Partie I
Baisser la TVA sur les produits de premières nécessités (7 Mds€ auquel se déduit 1 Md€ de retour TVA)	-6	Partie I
Supprimer l'augmentation du malus automobile	-0,3	Partie I
Supprimer la hausse des ascises	-3	Partie I
<b>Mesures en faveur des entrepreneurs</b>		<b>-5,35</b>
Supprimer le report de la baisse de la CVAE	-1,1	Partie I
Supprimer la mesure de reprofilage des allègements de charges	-4	PLFSS
Elargir les conditions du pacte Dutreil	-0,5	Partie I
Exclure la veille technologique des dépenses éligibles au CIR	0,25	Partie I
<b>Mesures anti rentes, spéculation et fraudes</b>		<b>21,79</b>
Doubler la taxe exceptionnelle due par les entreprises de transports maritimes	0,5	Partie I
Augmenter la taxe sur les rachats d'actions (33%)	8,8	Partie I
Supprimer la niche fiscale des journalistes	0,01	Partie I
Doubler la taxe sur l'éolien en mer	0,03	Partie I
Supprimer l'exonération de taxe foncière et de CFE sur l'éolien	0,1	Partie I
Supprimer les tarifs préférentiels de rachat de l'électricité	6	Partie I
Redevance fournisseurs d'énergies (0,77Mds dont 370M affectés à l'électrification de la ruralité)	0,4	Partie I
Taxer l'utilisation du réseau par les géants du numériques (à partir de 1% d'utilisation de la bande passante)	0,55	Partie I
Lutter contre la fraude « cum cum »	3	Partie I
Augmenter la taxe OCDE	1	Partie I
Elargir l'assiette de la TFF (Taxe sur les Transaction Financières)	0,1	Partie I
Augmenter de 0,3 % à 0,5 % la TFF (Taxe sur les Transaction Financières)	1,3	Partie I
<b>Mesures impactant les collectivités</b>		<b>1,32</b>
Supplément écrêtement FCTVA (500 région / 600 EPCI)	1,1	Partie I
Baisser certains prélèvements sur recettes destinés aux régions	0,22	Partie I (cf. annexe 2)
<b>Mesures impactant l'appareil d'Etat</b>		<b>4,06</b>
Préserver le nombre d'enseignants	-0,1	Partie II (cf.annexe 3)
Respecter intégralement la Loi de Programmation Intérieur	-0,6	Partie II (cf.annexe 3)
Respecter intégralement la Loi de Programmation Justice	-0,5	Partie II (cf.annexe 3)
Respecter Loi de Programmation Recherche	-0,4	Partie II (cf.annexe 3)
Baisser le train de vie de l'Etat	0,63	Partie II (cf.annexe 3)
Ré-internaliser certaines missions des opérateurs publics	0,77	Partie II (cf.annexe 3)
Instaurer un ticket modérateur d'accès à la justice	0,1	Partie I
Égaliser les jours de carences entre le public et le privé	0,4	PLFSS
Interdire les publicités pour les opérateurs publics hors prévention	0,02	Partie II (cf.annexe 3)
Supprimer la subvention versée à Sc Po	0,08	Partie II (cf.annexe 3)
<i>Réaffectations budgétaires</i>		
Baisser de 20% les affectations financières à certaines agences et autres organismes (annexe 1)	3,4	Partie I
Affecter la CVEC (contribution à la vie étudiante et de campus) au budget général	0,16	Partie I
<b>Mesures immigration</b>		<b>4,1</b>
Remplacer l'AME par l'AMU	1,2	Partie II (cf.annexe 3)
Réserver l'hébergement d'urgence aux personnes en situation régulière	0,3	Partie II (cf.annexe 3)
Réserver la prime d'activité aux personnes de nationalité française	1	Partie II (cf.annexe 3)
Réserver la dotation accueil étudiants étrangers aux étudiants en masters et en doctorat	1,6	Partie II (cf.annexe 3)
<b>Mesures diverses</b>		<b>10,64</b>
Baisser la contribution de la France à l'Union européenne	5	Partie I
Supprimer la baisse des crédits Outre-Mer	-0,4	Partie II (cf.annexe 3)
Baisser les subventions aux associations	0,43	Partie II (cf.annexe 3)
Baisser les aides publiques au développement	2,34	Partie II (cf.annexe 3)
Baisser le soutien public à la presse	0,1	Partie II (cf.annexe 3)
Responsabiliser les acteurs culturels	0,3	Partie II (cf.annexe 3)
Réserver les chèques apprentissages en étudiants avant licence	0,62	Partie II (cf.annexe 3)
Supprimer le plan vélo	0,15	Partie II (cf.annexe 3)
Baisser le montant du fonds vert	0,5	Partie II (cf.annexe 3)
Baisser les aides aux bioénergies	0,4	Partie II (cf.annexe 3)
Instaurer un visa touriste (hors UE) de 50 €	1,2	Partie I
<b>Bilan pour les finances publiques</b>	<b>13,7</b>	

**ANNEXES**

**Annexe 1 : Baisser de 20% les affectations financières à certaines agences et autres organismes**

<b>Article 33</b>			
<b>Opérateurs de l'État</b>			
<b>Nom</b>	<b>Taxe</b>	<b>Plafond</b>	<b>Economie</b>
<b>AFITF - Agence de financement des infrastructures de transport de France</b>	Fraction affectée du produit du relèvement du tarif de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) sur le carburant gazole	1 281 042 970	256 208 594
	Taxe de solidarité sur les billets d'avion	270 000 000	54 000 000
	Taxe due par les concessionnaires d'autoroutes	566 667 000	113 333 400
	Taxe sur les exploitants d'infrastructures de transports	600 000 000	120 000 000
<b>Agences de l'eau</b>	Redevance pour obstacle sur les cours d'eau, redevance pour stockage d'eau en période d'étiage, redevance pour la protection du milieu aquatique, redevance pour pollutions diffuses, redevances pour prélèvement sur la ressource en eau, redevances pour pollution de l'eau, redevances pour modernisation des réseaux de collecte, redevances cynégétiques, droit de validation du permis de chasse	2 347 620 000	469 524 000
<b>AGRASC - Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués</b>	Fraction des produits annuels de la vente de biens confisqués	9 900 000	1 980 000
<b>ANAH - Agence nationale de l'habitat</b>	Recettes issues de la mise aux enchères des « quotas carbone »	700 000 000	140 000 000
<b>ANCOLS - Agence nationale de contrôle du logement social</b>	Cotisation versée par les organismes HLM	6 450 000	1 290 000
	Prélèvement sur la participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC)	11 334 000	2 266 800
<b>ANS - Agence nationale du sport</b>	Contribution sur la cession à un service de télévision des droits de diffusion de manifestations ou de compétitions sportives	59 665 000	11 933 000
	Prélèvement sur les jeux et paris sportifs exploités par la FdJ et opérateurs agréés	100 444 000	20 088 800
<b>ANSÉS - Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail</b>	Redevance sur les produits biocides	5 000 000	1 000 000
	Taxe annuelle portant sur les autorisations de médicaments vétérinaires et les autorisations d'établissements pharmaceutiques vétérinaires	4 200 000	840 000
	Taxe annuelle sur la vente des produits phytopharmaceutiques	6 000 000	1 200 000
	Taxe relative à la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants, des matières fertilisantes et de leurs adjuvants et des supports de culture	15 000 000	3 000 000
<b>ANTS - Agence nationale des titres sécurisés</b>	Droit de timbre pour la délivrance du permis de conduire en cas de perte ou de vol	7 000 000	1 400 000
	Fraction des droits de timbre sur les cartes nationales d'identité	12 000 000	2 400 000
	Fraction des droits de timbre sur les passeports sécurisés	217 043 000	43 408 600
	Taxe pour la gestion des certificats d'immatriculation des véhicules	36 200 000	7 240 000
	Taxe sur les Titres de séjour et de voyage électroniques	14 490 000	2 898 000
<b>CELRL - Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres</b>	Taxe annuelle sur les engins maritimes à usage personnel (TAEMUP)	40 000 000	8 000 000
<b>CGLLS - Caisse de garantie du logement locatif social</b>	Cotisation additionnelle versée par les organismes HLM et les SEM		-
	Cotisation versée par les organismes HLM et les SEM		-
<b>CNC - Centre national du cinéma et de l'image animée</b>	Cotisations (normale et supplémentaire) des entreprises cinématographiques		-
	Taxe sur la publicité des vidéos en ligne		-
	Taxe sur les services d'accès à des contenus audiovisuels à la demande		-
	Taxe sur les vidéogrammes		-
	Taxe sur les spectacles cinématographiques		-
	Taxe sur les services de télévision		-
	Taxe sur la publicité télévisuelle et autres ressources liées à la diffusion de services de télévision		-
<b>CNM - Centre national de la musique</b>	Taxe sur la diffusion en ligne d'enregistrements phonographiques musicaux ou de vidéomusiques	18 000 000	3 600 000
	Taxe sur les spectacles de variétés	50 000 000	10 000 000
<b>France Compétences</b>	Contribution unique à la formation professionnelle et à l'alternance	10 620 466 270	2 124 093 254
	Contribution supplémentaire à l'apprentissage	105 000 000	21 000 000
	Contribution spécifique à la formation professionnelle pour Saint-Pierre et Miquelon		-
	PEFPC : CPF CDD (ex-CIF-CDD) : 1 % des salaires versés, ou moins en cas d'accord de branche		-
	PEFPC : Participation au financement de la formation des intermittents correspondant au minimum à 2 % des rémunérations versées		-
	PEFPC : Participation au financement de la formation des professions non salariées (à l'exception des artisans et des exploitants agricoles) correspondant à 0,25 % du montant annuel du plafond de la sécurité sociale		-
	PEFPC : Participation au financement de la formation des professions non salariées (artisans) correspondant à 0,29 % du montant annuel du plafond de la sécurité sociale, dont micro entrepreneurs		-
	PEFPC : Participation au financement de la formation des professions non salariées (Artistes auteurs) correspondant au minimum à 0,1 % au du montant annuel du plafond de la SS		-
	PEFPC : Participation au financement de la formation des professions non salariées (Entreprises du Vivant, agriculture) correspondant à 0,30 % des revenus professionnels ou de l'assiette forfaitaire déterminés à l'article L. 731-16 du code rural et de la pêche maritime		-
	PEFPC : Participation au financement de la formation des professions non salariées (Particuliers employeurs) correspondant au minimum à 0,15 % au du montant annuel du plafond de la SS		-
PEFPC : Participation au financement de la formation des professions non salariées (Pêche et culture) correspondant au minimum à 0,15 % au du montant annuel du plafond de la SS		-	
<b>INAO - Institut national de l'origine et de la qualité</b>	Droit sur les produits bénéficiant d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique protégée (INAO)	7 500 000	1 500 000
<b>INPI - Institut national de la propriété industrielle</b>	Redevances perçues à l'occasion des procédures et formalités en matière de propriété industrielle ainsi que de registre du commerce et des sociétés, établies par divers textes	94 000 000	18 800 000
<b>OFB - Office français de la biodiversité</b>	Contribution annuelle des agences de l'eau		-
	Droit d'examen du permis de chasse		-
	Redevance pour délivrance initiale du permis de chasse		-
	Taxe sur les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent situées dans les eaux intérieures ou la mer territoriale		-
<b>OFII - Office français de l'immigration et de l'intégration</b>	Redevance perçue à l'occasion de l'introduction des familles étrangères en France		-
<b>Total</b>		<b>17 205 022 240</b>	<b>3 441 004 448</b>

## Annexe 2 : Baisser certains prélèvements sur recettes destinés aux régions

	Mds€
Suppression du prélèvement sur les recettes de l'État pour compenser les pertes liées à la réforme de l'apprentissage	0,06
Fin de la Compensation des pertes dues au relèvement du seuil d'assujettissement au versement transport	0,04
Fin de la Compensation de la réforme de la taxe professionnelle	0,1
Fin de la Dotation de Compensation des Pertes de Bases de la Taxe Professionnelle et de la Redevance des Mines	0,022
<b>Economie</b>	<b>0,2</b>

**Annexe 3 : Partie II du Projet de loi de finances pour 2025**

	Mds€	Missions	
<b>Baisser les subventions aux associations</b>	<b>0,43</b>		
	*0,016	Justice	
	*0,023	Direction de l'action du gouvernement	
	*0,07	Culture	
	*0,12	Enseignement scolaire	
	*0,03	Action extérieur de l'Etat	
	*0,059	Economie	
	*0,11	Ecologie, développement et mobilités durables	
<b>Baisser le soutien public à la presse</b>	<b>0,1</b>		
	*0,06	Médias livre et industrie culturelle	Financement public des médias
	*0,043	Economie	Transport
<b>Baisser les aides publiques au développement</b>	<b>2,34</b>		
	*0,15	Prêts à de États Etrangers	
	*2	Aide public au développement	
	*0,19	Participation financière de l'Etat	
<b>Respecter intégralement la Loi de Programmation Intérieur</b>	<b>-0,6</b>		
	*-0,2	Sécurité	
	*-0,4	Immigration	
<b>Respecter intégralement la Loi de Programmation Justice</b>	<b>-0,5</b>	Justice	
<b>Respecter Loi de Programmation Recherche</b>	<b>-0,5</b>	Recherche et enseignement supérieur	
<b>Baisser le train de vie de l'état</b>	<b>0,63</b>		
	*0,047	Pouvoir Public	Crédit Elysée/ AN/ Sénat
	*0,031	Direction de l'action du gouvernement	Dilcrah/SIG/Arcom
	*0,2	Transformation et fonction publique	Suppression DITP
	*0,19	Economie	Prestations Banque de France
	*0,11	Ecologie, développement et mobilités durables	Débat public éolien
	*0,05	Enseignement scolaire	
<b>Ré-internaliser certaines missions des opérateurs publics</b>	<b>0,77</b>		
	*0,08	Cohésion des territoires	Suppression ANCT
	*0,06	Solidarité, insertion, égalité de chances	Baisse subvention ARS
	*0,63	Ecologie	ADEME/ Opérateurs
<b>Préserver le nombre d'enseignants</b>	<b>-0,1</b>	Enseignement scolaire	
<b>Responsabiliser les acteurs culturels</b>	<b>0,3</b>		
	*0,14		Baisse des dépenses de fonctionnement opéras et théâtres
	*0,042		Baisse soutien au spectacle vivant
	*0,07		Baisse soutien à l'emploi des artistes
	*0,01		Baisse recherche culturelle
	*0,05	Culture	Baisse soutien arts visuels
<b>Réserver l'hébergement d'urgence aux personnes en situation régulière</b>	<b>0,3</b>	Cohésion des territoires	
<b>Réserver la prime d'activité aux personnes de nationalité Française</b>	<b>1</b>	Solidarité, Insertion et égalité des chances	
<b>Réserver la dotation accueil étudiantes étrangers aux étudiants et masters et en doctorat</b>	<b>1,6</b>	Recherche et enseignement supérieur	
<b>Remplacer l'AME par l'AMU</b>	<b>1,2</b>	Santé	
<b>Interdiction publicité des opérateurs hors prévention</b>	<b>0,016</b>	Solidarité, insertion, égalité de chances	
<b>Supprimer la subvention versée à Sc Po</b>	<b>0,08</b>	Recherche et enseignement supérieur	
<b>Réserver les chèques apprentissages en étudiants avant licence</b>	<b>0,62</b>	Travail et emploi	
<b>Supprimer le plan vélo</b>	<b>0,15</b>	Ecologie, développement et mobilités durables	
<b>Baisser le montant du le fond vert</b>	<b>0,5</b>	Ecologie, développement et mobilités durables	
<b>Baisser les aides au bio énergie</b>	<b>0,4</b>	Ecologie, développement et mobilités durables	

